



2024 Table ronde mondiale de l'OCDE sur l'égalité d'accès à la justice

Renforcer la confiance par une justice axée sur les personnes

Note conceptuelle

La **Table ronde mondiale de l'OCDE 2024 sur l'égalité d'accès à la justice** se tiendra les 9 et 10 octobre 2024 à Ottawa, et sera accueillie par le ministère de la Justice du Canada avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Dans le cadre de l'[Initiative de l'OCDE pour le renforcement de la démocratie](#), la Table ronde vise à promouvoir une justice centrée sur les personnes, à renforcer la démocratie et la confiance du public, à favoriser la prospérité et à contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 16.3, relatif à la promotion de l'État de droit et à l'égalité d'accès à la justice pour toutes et tous.

S'appuyant sur la dynamique de la Table ronde de 2023, cet événement approfondira l'avenir de la justice, en se concentrant sur la réponse du secteur de la justice aux défis mondiaux, les stratégies innovantes pour la prévention des problèmes de justice, l'amélioration de la mesure de l'accès à la justice et la mise en œuvre de stratégies de justice inclusive. La Table ronde soutient la mise en œuvre de la [Recommandation 2023 de l'OCDE sur l'accès à la justice et les systèmes de justice centrés sur les personnes](#) et ses composantes essentielles - construire une finalité et une culture centrées sur les personnes dans le secteur de la justice ; concevoir et fournir des services de justice centrés sur les personnes ; établir une infrastructure de gouvernance favorable ; doter les personnes des moyens d'être informées et de participer ; et s'engager à une planification, un suivi, une évaluation et une responsabilisation fondés sur des données.

La justice joue un rôle central dans la lutte contre les pressions exercées sur la démocratie dans le monde, notamment le manque de confiance dans les institutions publiques, la diffusion de fausses informations et de désinformation, les menaces pesant sur l'État de droit. Le secteur de la justice a, également, un rôle important à jouer pour répondre aux défis mondiaux, notamment en ce qui concerne l'impact et les transitions liés au changement climatique et à la numérisation, y compris l'intelligence artificielle (IA). Cela nécessite un pivot vers une justice centrée sur les personnes - adapter nos systèmes, nos institutions, nos services, et la manière dont ils façonnent la relation entre les personnes, les communautés et l'État.

Les échanges de la Table ronde contribueront à consolider notre compréhension d'une nouvelle approche de la justice en tant que pierre angulaire de la démocratie, une approche plus efficace et plus souple qui aide les gens à prévenir et à résoudre leurs problèmes juridiques et judiciaires et leur permet de participer pleinement à la société et à l'économie. Ces travaux alimenteront le prochain rapport mondial de l'OCDE sur la démocratie, l'État de droit et la justice centrée sur les personnes.

Les résultats de la Table ronde nourriront le [Forum mondial de l'OCDE 2024 sur l'instauration de la confiance et le renforcement de la démocratie](#), qui se tiendra en Italie les 21 et 22 octobre 2024 et qui comprendra une session dédiée à "La nouvelle frontière de l'État de droit et de l'accès à la justice". Les discussions contribueront également à d'autres réunions mondiales, notamment le Forum politique de haut niveau des Nations unies de 2025, le processus du Sommet pour la démocratie et les travaux de la Coalition pour l'action en faveur de la justice.

Objectifs

La Table ronde 2024 vise à :

- Mieux comprendre le rôle que la justice centrée sur les personnes peut jouer pour répondre aux pressions qui s'exercent sur les démocraties, améliorer le niveau de confiance du public, réduire le fossé croissant en matière de justice et lutter contre le déclin de l'État de droit.
- Discuter de la contribution d'une variété d'acteurs et actrices dans le secteur de la justice pour soutenir l'action du gouvernement sur les défis mondiaux - en tant que moteur clef de la confiance publique - y compris la lutte contre le changement climatique et la gestion de la transition numérique, notamment l'IA.
- Soutenir les progrès et partager les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la Recommandation de l'OCDE de 2023 sur l'accès à la justice et les systèmes de justice centrés sur les personnes (OECD/LEGAL/0498).
- Discuter des nouvelles données nationales et des dernières recherches sur la justice centrée sur les personnes, ainsi que des outils et des indicateurs permettant de mesurer et de rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 16 et de l'égalité de la justice pour toutes et tous.
- Discuter des expériences de stratégies de justice inclusive, d'approches communautaires et d'autres innovations visant à soutenir la participation, la représentation et les résultats équitables pour toutes et tous, y compris les populations marginalisées et mal desservies.
- Envisager des systèmes de justice qui offrent des services réactifs, qui travaillent sur la prévention et qui adoptent l'intégrité, la transparence et la responsabilité pour renforcer la légitimité et la confiance.
- Faciliter la coopération internationale et le dialogue entre les parties prenantes afin de promouvoir des services et des institutions inclusifs, réactifs et efficaces qui placent les personnes au centre de la justice.

Format

La Table ronde comprendra un dialogue de haut niveau, des discussions plénières, des discussions politiques d'experts et des sessions interactives de travail sur deux jours. La réunion se tiendra en personne dans le magnifique Château Laurier à Ottawa, au Canada.

Le dialogue de haut niveau réunira des hauts et hautes fonctionnaires des pays membres et partenaires de l'OCDE, ainsi que des responsables de la société civile, afin d'échanger des expériences et points de vue, de présenter de nouvelles données et preuves nationales et de partager des mises à jour sur la mise en œuvre de la recommandation de l'OCDE sur l'accès à la justice et les systèmes de justice centrés sur l'individu.

Les discussions plénières, les débats de spécialistes et les sessions interactives de travail couvriront un large éventail de sujets et impliqueront un groupe diversifié de parties prenantes, y compris des (hauts et hautes) fonctionnaires des pays membres et partenaires de l'OCDE, des membres de la société civile, des universités, des organisations professionnelles, des groupes de réflexion, du secteur privé et des organisations internationales.

Dans le cadre de la Table ronde, plusieurs ateliers techniques seront organisés, en collaboration avec Justice Canada, le CRDI et d'autres partenaires.

Focus thématique

Dialogue de haut niveau

Une justice centrée sur les personnes et l'État de droit pour renforcer la démocratie et instaurer la confiance

Dans le monde d'aujourd'hui, nous constatons que la démocratie est mise à l'épreuve et que la confiance du public diminue, tandis que le fossé de la justice se creuse et que l'État de droit est menacé. Ces phénomènes sont étroitement liés et se renforcent mutuellement. Le fossé croissant en matière de justice signifie que nos systèmes et nos institutions en sont venus à être considérés comme des multiplicateurs d'inégalité, ne travaillant que pour certaines personnes. De nombreuses personnes se sentent exclues de la société et laissées pour compte dans l'économie, des griefs qui peuvent conduire à un désengagement des processus démocratiques, qui, à son tour, peut limiter l'espace civique, saper l'État de droit et menacer nos démocraties.

Nos pays sont également confrontés à des défis mondiaux qui ont un impact profond sur notre vie quotidienne et qu'aucun gouvernement ou secteur ne peut résoudre à lui seul. Alors que les effets du changement climatique deviennent de plus en plus tangibles, il devient urgent d'aborder la question de la justice environnementale, qui soulève des questions complexes d'équité procédurale et distributive, et de droits individuels dans le contexte de solutions collectives. La numérisation en cours de nos sociétés et de nos économies, ainsi que l'accélération étonnante de l'utilisation de l'IA, modifient la nature de l'accès à la justice. Avec la possibilité d'améliorer l'accès aux services de justice, ces développements soulèvent également des préoccupations concernant la vie privée, la disponibilité de recours efficaces et le risque que des préjugés soient ancrés dans la prise de décision publique et la prestation de services.

Pour relever ces défis mondiaux, les parties prenantes du secteur de la justice emploient une série de stratégies, notamment en rapprochant les services de justice des personnes, en renforçant la capacité du secteur de la justice à répondre efficacement aux changements sociétaux et aux transformations économiques, en renforçant l'autonomisation juridique pour un État de droit plus réactif, et en augmentant la transparence, l'intégrité et la responsabilité de la justice pour des résultats équitables.

Cette session offre un aperçu de haut niveau de l'évolution du paysage de la justice, en soulignant le rôle essentiel du secteur de la justice dans le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, et dans la promotion du bien-être des individus et des communautés. Des intervenants et intervenantes de haut niveau, issus de gouvernements et de la société civile, sont invités à présenter de nouvelles données, des preuves et des expériences nationales liées à la démocratie, à l'État de droit et à la justice

axée sur les personnes et/ou à la réponse du secteur de la justice aux défis mondiaux, notamment le changement climatique, la digitalisation et l'intelligence artificielle.

Discussions en plénière

Rendre la justice plus réactive et plus préventive

Le secteur de la justice doit développer des services plus réactifs et personnalisés, où la technologie et les principes centrés sur l'individu convergent pour garantir l'équité et l'accès à la justice pour toutes et tous. Dépassant les attitudes réactives conventionnelles, les systèmes de justice de l'avenir devront se concentrer sur la prévention des problèmes de justice, responsabiliser les individus dans le cadre du processus de résolution et adopter une approche globale du bien-être. Il faudra pour cela s'attaquer aux causes profondes des problèmes juridiques et judiciaires courants rencontrés par les personnes, ce qui permettra d'alléger la charge pesant sur les institutions de justice tout en favorisant le bien-être social.

Des stratégies de justice inclusive pour ne laisser personne de côté

Plusieurs pays élaborent des stratégies pour s'engager auprès des groupes pour lesquels il est plus difficile d'accéder à la justice, notamment les femmes, les enfants, les populations noires et indigènes et d'autres communautés historiquement marginalisées. Des efforts sont déployés pour responsabiliser les personnes afin qu'elles puissent participer de manière significative à l'élaboration et à la mise en œuvre de la justice, pour favoriser une meilleure compréhension de la justice qu'elles souhaitent et dont elles ont besoin, et pour améliorer leur expérience de la justice. Les approches fondées sur la communauté et la justice réparatrice jouent un rôle essentiel pour rendre la justice plus équitable, plus inclusive et plus adaptée aux divers besoins de toutes les personnes et de toutes les communautés.

Une justice ouverte pour soutenir des institutions et une démocratie plus fortes

Les principes d'intégrité, de transparence, de responsabilité et d'ouverture sont essentiels à la crédibilité et à l'efficacité des institutions de justice. Les réformes et les pratiques innovantes renforcent ces valeurs, garantissant que les systèmes de justice sont dignes de confiance et perçus comme légitimes. L'ouverture et la transparence peuvent générer des données et des preuves qui déclenchent l'apprentissage et créent des boucles de rétroaction productives pour une amélioration continue, renforçant la capacité du secteur à s'adapter aux transformations à long terme ainsi qu'aux crises immédiates de la société et de l'économie.

Expertise sur les politiques publiques de justice

Expériences des pays avec la Recommandation de l'OCDE sur l'accès à la justice et les systèmes de justice centrés sur les personnes

La Recommandation a pour composantes essentielles : une finalité et une culture axés sur les personnes dans le secteur de la justice ; des services de justice axés sur les personnes ; une infrastructure de gouvernance favorable ; l'autonomisation des personnes ; et l'engagement en faveur d'une planification, d'un suivi, d'une évaluation et d'une responsabilisation fondés sur des données.

Cette session présentera les expériences des pays dans la mise en œuvre de la Recommandation et mettra en lumière les lacunes existantes. Elle comprendra un dialogue collaboratif sur la manière de surmonter les obstacles et de tirer parti des possibilités de réforme, afin de rendre les systèmes de justice plus centrés sur les personnes et d'accroître leur capacité à résoudre et à prévenir efficacement les problèmes de justice.

Mesurer la justice centrée sur les personnes : Les dernières données et recherches en matière de justice

Les méthodes et les approches des enquêtes sur les besoins juridiques et les recherches sur l'accès à la justice évoluent rapidement et les idées générées par cette recherche sont de plus en plus pertinentes pour les responsables politiques dans le secteur de la justice qui se sont engagés à travailler sur la base de données et d'éléments probants. Des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur la justice centrée sur les personnes sont également essentielles pour rendre compte des progrès accomplis en ce qui concerne l'indicateur 16.3.3 de l'objectif de développement durable (ODD) sur l'accès à la justice civile. Cette session présentera les derniers développements en matière de données sur la justice et d'enquêtes sur les besoins juridiques, les nouvelles données collectées dans différents pays et les principaux enseignements tirés de ces efforts. Elle montrera comment les pays ont utilisé les données et les connaissances dans l'élaboration de leurs politiques et discutera de l'agenda de recherche commun pour une justice centrée sur les personnes.

Séances interactives de travail

Concevoir des services de justice centrés sur les personnes

Cette session abordera des exemples spécifiques de services de justice, tels que les tribunaux et la médiation, qui mettent en œuvre des approches de conception centrées sur les personnes, ainsi que des maisons de justice en tant que modèles de services intégrés basés sur la communauté. En mettant en lumière des modèles mondiaux réussis et des pratiques innovantes, elle vise à fournir des idées concrètes pour réformer les services de justice - sur la base de données relatives à la justice centrée sur les personnes - afin de répondre à des besoins divers. Les participants discuteront des méthodologies d'amélioration des services centrés axés sur l'utilisateur ou utilisatrices et des stratégies visant à renforcer l'accessibilité des services de justice, dans le but d'améliorer les résultats pour toutes et tous.

Promouvoir une approche du changement climatique fondée sur la justice et centrée sur les personnes

Le changement climatique est le défi mondial le plus important de notre époque et le secteur de la justice a un rôle essentiel à jouer pour y répondre. Les impacts du changement climatique sont ressentis de la manière la plus aiguë par les populations vulnérables ou marginalisées et risquent d'exacerber les inégalités existantes. Une approche du changement climatique et de la justice environnementale centrée sur les personnes joue un rôle essentiel pour aider les populations à faire face aux multiples échelles de transition prévues lorsque les pays du monde entier identifieront des stratégies pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter.

Une approche de la justice climatique et environnementale centrée sur les personnes est ancrée dans le droit à un environnement propre, sain et durable (comme l'a reconnu l'[Assemblée générale des Nations unies en 2022](#)), et favorise la prise de décisions participatives et inclusives en matière d'environnement et de climat. À cette fin, cette session interactive explorera les liens entre l'ODD 16 (sociétés pacifiques, justes et inclusives) et les objectifs environnementaux de l'Agenda 2030, y compris l'ODD 13 (action pour le climat), en reconnaissant le rôle habilitant important de l'ODD 16 dans la réalisation du développement durable plus globalement.

Les thèmes indicatifs comprennent le rôle que le secteur de la justice et les approches de la justice centrées sur les personnes peuvent jouer pour soutenir les efforts des communautés et des gouvernements nationaux pour lutter contre le changement climatique et les inégalités, tels que la mise en œuvre de projets d'énergie verte à grande échelle, les marchés du carbone et les mécanismes de financement vert, ainsi que la réponse aux catastrophes. L'accent sera mis sur les stratégies de justice visant à soutenir les communautés et les individus, en particulier les communautés vulnérables ou marginalisées, y compris la collaboration au niveau national et mondial entre les gouvernements, les secteurs privés, les organisations de la société civile et les responsables communautaires.

Élaboration d'une boîte à outils et d'un cadre d'indicateurs pour une justice centrée sur les personnes

Cette session présentera les éléments préliminaires de la boîte à outils destinée à aider les pays à aligner leur secteur de la justice sur la Recommandation de l'OCDE sur l'accès à la justice et les systèmes de justice centrés sur les personnes. Cela inclut une discussion sur les indicateurs de justice centrés sur les personnes qui mesurent la résolution des problèmes de justice, l'autonomisation juridique et l'équité des résultats, ainsi que les méthodologies de collecte et d'analyse des données pertinentes. La discussion se concentrera sur le développement d'un cadre d'indicateurs qui reflète les principes de la justice centrée sur les personnes et aide à générer des données comparables au niveau international, y compris pour permettre aux pays de rendre compte de l'ODD 16.3.3.

Ateliers techniques

Un certain nombre d'ateliers techniques seront organisés en collaboration avec des organisations partenaires, qui pourront être programmés avant, après ou parallèlement à la Table ronde mondiale, du lundi 7 au vendredi 11 octobre 2024. De plus amples détails seront fournis dans les mois à venir. Des ateliers techniques sont prévus sur les thèmes suivants :

- Démocratie, État de droit et justice centrée sur les personnes ;
- Une approche de la justice administrative centrée sur les personnes ;
- Accès à la justice pour les enfants et recours effectifs : Observation générale no. 27 du Comité des droits de l'enfant d'accéder à la justice et à des voies de recours effectives ;
- Un programme commun pour développer les preuves de l'accès à la justice.